

D.PAGET

Quelques réflexions sur la réforme des lycées.

Si j'ai bien compris, nous avons décidé d'accepter d'entrer dans une discussion-négociation sur les lycées malgré toutes les chausse-trappes qui nous attendent et après avoir mis toutes sortes de conditions. En même temps nous faisons tout pour conserver la pression.

Ce choix me paraît judicieux même si ce n'est pas une voie facile. Il faut mettre à notre actif les multiples précautions que prend Darcos dans ses lettres de mission sur ce sujet ; peut-être aussi le choix de de Gaudemar comme pilote.

Bref, les actions commencent à payer si nous savons être audacieux ; à nous de reprendre à notre compte le thème de la qualité auquel l'opinion est sensible car c'est le meilleur moyen de défendre les emplois dont la disparition est programmée. Il faut présenter un projet novateur, susceptible de débloquent la situation grippée depuis près de 15 ans, montrer qu'il répond aux préoccupations des jeunes et aux angoisses des parents. C'est-à-dire mener en même temps qu'on discute avec le ministère une opération de vaste envergure auprès des parents, des lycéens et de l'opinion. Au lieu de faire une défense des postes a priori, rendons le maintien, voire l'augmentation des emplois comme une vraie conséquence de la mise en place d'un enseignement de qualité pour tous les jeunes. *La stratégie qui consisterait à croire qu'on va défendre l'existant en attendant que le loup sorte du bois et à crier au loup quand il sera sorti me semble perdue d'avance ; elle contribuerait en outre à renforcer l'image de gens qui ne s'indignent jamais du fonctionnement actuel du système et qui ne cherchent pas à l'améliorer alors que tous les débats dans les lycées montrent que le système est à bout de souffle dans bien des domaines. Nos collègues ont aussi exprimé cela dans leurs luttes de cette année.*

Je voudrais seulement donner mon opinion sur la façon d'aborder la discussion sur les lycées.

Il me semble qu'il faut garder l'orientation d'un lycée plus démocratique et plus accueillant parce que plus divers. Darcos avait d'abord dessiné l'image du lycée **unique** pour des raisons budgétaires ; Sarkozy me semble plutôt avoir repris l'idée du **lycée à la carte** pour des raisons idéologiques mais aussi – comme il sait si bien le faire - parce qu'il renifle une aspiration que nous ne pouvons nous-mêmes ignorer.

Si le lycée unique est évidemment le plus économique, il va à l'encontre du bon sens et prend à rebours les traditionnelles critiques de la droite contre le collège unique et la conception individualiste du chacun selon son mérite.

Le lycée à la carte est plus présentable et plus séduisant pour l'opinion ; il permet en outre de faire jouer plus fortement la concurrence entre établissements.

Nous l'avons toujours combattu au nom de la cohérence des formations et de la structuration en classes et nous préconisons depuis longtemps sans l'avoir vraiment fait triompher, une approche différenciée des contenus en fonction des séries.

Aujourd'hui, où en est-on ?

1 le resserrement du nombre de séries et du nombre d'options a largement contribué à uniformiser et à mélanger : les programmes de nombreuses disciplines sont identiques dans les trois séries générales et peu différenciés dans les séries technologiques en Français, Philo, Histoire-géo et LV ; les élèves font de plus en plus les mêmes LV(anglais-espagnol) et sont souvent regroupés quelle que soit leur série; les LV3 se comptent sur les doigts d'une main

dans chaque académie ; de nombreux lycées ont créé des L-ES ;

2 aucun enseignement réellement nouveau n'a été créé depuis 20 ans (en dehors des options artistiques qui connaissent un franc succès là où elles existent) et les options de seconde MPI, ISP, ISIng servent plus de marqueurs d'orientation que de propédeutique ;

3 le système est très rigide et offre peu de choix

4 l'orientation en S a écrasé et hiérarchisé à outrance le système du bac général

5 la série littéraire est désuète et laisse de côté tout le champ de la culture, de la communication contemporaine et des sciences humaines ;

6 l'ensemble est peu motivant pour de nombreux élèves, le niveau général s'affaiblit et nous formons des jeunes inhibés, sans passion et sans initiative, plus prompts à répéter qu'à inventer.

Il me semble qu'il ne faut pas enjoliver la situation au nom de la défense du statu quo. Ce serait la pire des erreurs. Il faut aborder la discussion en dénonçant une situation que les pouvoirs publics ont laissé se dégrader sans rien faire (l'ex de la L est particulièrement éclairant) et en proposant une réforme qui permette effectivement

-d'accueillir plus de jeunes

-de les faire mieux réussir et de les intéresser davantage en faisant évoluer une relation pédagogique qui les maintient en apesanteur et en enfance

-d'assouplir les parcours et d'aider aux changements (sans excès bien sûr) tout en leur garantissant qu'ils n'ont pas tout à recommencer s'ils se trompent (l'ex. des élèves qui font deux secondes pour se retrouver ensuite en BEP ou en bac pro 3 ans ou nulle part me paraît vraiment un scandale à dénoncer)

-de mieux préparer à l'enseignement supérieur (on peut à cet égard rappeler que la suppression des TPE de Term. est allée à l'encontre de cet objectif ; Sarkozy a bonne mine de valoriser le travail personnel des élèves !)

- de réconcilier orientation et sens des enseignements pour que les jeunes fassent ce qui les intéresse et non ce qu'ils supposent les envoyer dans une bonne classe.

Si je reprends les mandats traditionnels du SNES, nous pensons que le lycée fonctionnerait mieux avec des baccalauréats plus divers que les 3 bacs généraux actuels et les 6 bacs techno. : la diversité permettant de ratisser plus large dans la mesure où l'on multiplie les centres d'intérêt à partir de dominantes et où l'on n'exige pas le même niveau de "culture générale" pour tous les élèves en fonction des dominantes choisies. Ce qui signifie qu'on est très exigeant sur la dominante (l'élève doit y atteindre un niveau de performance suffisant) et qu'on nuance le niveau d'approfondissement et la façon d'approcher la culture générale en fonction du profil des élèves. Cette approche continue de me paraître juste et réaliste mais elle se heurte à de nombreuses difficultés :

-l'organisation en filières est extrêmement rigide et dramatise les choix d'orientation pour des élèves qui la plupart n'ont aucune idée de ce qu'ils veulent faire ; conséquence, on limite les risques en visant la série S qui ne ferme aucune porte; on dévalorise ainsi fortement les autres dominantes dont on ignore le plus souvent les débouchés réels; on rend les réorientations très difficiles ; on amplifie les redoublements de seconde.

-Ces redoublements ne sont pas toujours productifs puisque nombre de ces élèves passés en seconde avec des acquis très fragiles sont ensuite réorientés dans des conditions très difficiles et repartent à zéro, ce qui est totalement décourageant pour eux ; il y a là sans doute une déperdition importante d'élèves susceptibles de réussir avec un suivi plus rigoureux.

-l'organisation en filières étanches ne permet pas aux élèves de jeter des ponts et de courir plusieurs lièvres à la fois (c'est d'autant plus vrai que la plupart des options facultatives qui permettaient ces ponts ont disparu depuis belle lurette);

-la complexité du système de l'enseignement supérieur, et notamment des universités empêche la plupart des jeunes dont les parents ne sont pas familiarisés avec l'université de se projeter vers les poursuites d'études ;

-nous n'avons pas réussi à convaincre la majorité des collègues qu'on pourrait différencier l'approche des disciplines même si la réalité des classes les contraint à des adaptations: l'idée perdure chez les enseignants de français, d'histoire, de LV, de philo. et d'autres sans doute que les programmes doivent être essentiellement les mêmes quelles que soient les séries (la nature de cette conviction mériterait d'ailleurs d'être précisément analysée);

-l'organisation en filières plus diversifiées pose problème dans les petits établissements où l'offre est souvent limitée par le nombre potentiel d'élèves concernés.

-l'équilibre entre les parties spécialisées et les parties culture générale de chaque bac est loin d'être satisfaisant : un élève de STI ou de STG peut avoir son bac uniquement avec les enseignements spécialisés ; ce qui n'encourage pas les élèves à travailler dans les disciplines pour lesquelles ils auraient pourtant le plus besoin de progresser.

Ce sont des problèmes qu'on ne peut esquiver. Le profil de l'élève stratège capable de choisir les bonnes options en fin de 3^{ème}, sachant où il va, apte à se projeter de façon rectiligne vers un bac+5, est devenu un oiseau rare.Or, notre projet traditionnel n'est vraiment pertinent que pour ce profil d'élèves même si nous réclamons depuis longtemps des passerelles. Nous ne disons pas comment on les organise.

Je vois trois idées à travailler pour parvenir à ces améliorations

- 1- Construire des enseignements de **culture générale commune** sous forme d'unités de valeur graduées par niveaux (par exemple trois ou quatre niveaux pour chaque discipline) ; sachant que, selon le bac préparé on exigera le niveau I ou II ou III (ou IV ou plus selon les contenus...) ; ces niveaux peuvent aussi correspondre à des approches différenciées des programmes ; ce qui peut entraîner qu'un élève ne redouble que les unités de valeur s'il n'a pas acquis celles qu'il vise ; la définition du niveau des unités requises est un travail difficile mais pas insurmontable puisque l'enseignement technique et professionnel l'utilise déjà ; ce qui suppose aussi une validation en cours de formation sous forme d'un examen anonyme. Ce système pourrait concerner les disciplines actuellement communes à toutes les formations (y compris les bacs techno.) mais aussi les maths, les technologies et les sciences appliquées aux sciences humaines et sociales. On pourrait envisager que cette partie du baccalauréat compte pour 50% de la formation dans le bac général (40% dans le bac techno.) avec des compensations internes au sein de ces enseignements exclusivement. Ce serait le moyen de vraiment fonder un « niveau bac » incontestable sur la possession d'une culture générale. Cette culture générale serait validée et acquise progressivement mais n'obligerait pas un élève à suivre systématiquement toutes les disciplines au même niveau sur les trois années du lycée ; ce serait une façon de résoudre un problème récurrent et insoluble dans notre cadre de pensée habituel.
- 2- La deuxième idée consiste à réfléchir à **la construction des dominantes de**

spécialités. Les parcours devraient être clairement et explicitement fléchés en fonction des débouchés possibles mais en permettant des associations originales et des choix moins cloisonnés que ceux des séries actuelles. Pour améliorer la situation, il faut innover et introduire des enseignements nouveaux à côté des existants dans divers domaines. Par exemple, introduire un enseignement d'écologie/environnement, d'urbanisme et d'architecture, d'initiation au droit, de politique culturelle et de communication, de langages de programmation, de maths appliquées aux sciences humaines, de nouveaux enseignements technologiques etc. Les dominantes devraient être validées par un examen terminal de bon niveau comptant pour 50% (60% pour les bacs techno) du diplôme et sans compensation entre le bloc culture générale et le bloc dominante.

- 3- Enfin, il faut changer la façon de travailler des lycéens et exploiter l'acquis des TPE, des travaux sur dossiers, carnets de bord etc. ; tout ce qui oblige à du travail de longue durée, en valorisant le plus possible les travaux d'équipe et de recherche. Ce qui pose le problème de la nature du suivi pédagogique (nous avons maintenant plusieurs années de TPE derrière nous ; il serait intéressant que le SNES mette en débat la façon de pratiquer ce suivi). Il faut également remplacer les traditionnelles réunions parents-profs par des entretiens individualisés réguliers avec les élèves eux-mêmes. Il ne me paraît pas impensable que ce suivi puisse recevoir une comptabilité particulière au sein du service en diminution des heures de cours et en augmentation du temps consacré aux entretiens avec les élèves (là aussi nous avons toute une expérience à exploiter autour de l'activité des professeurs principaux, des heures de vie de classe etc). Mais c'est un autre débat que je n'ai pas le temps d'évoquer ici.

Mes propositions visent donc concrètement

1-à éviter le tout ou rien en entrant, pour la partie culture générale dans un dispositif de validation progressive des connaissances et compétences tout en prévoyant une sensible différenciation des exigences en fonction du baccalauréat choisi in fine par l'élève. Concrètement, cela peut signifier qu'on exigera (pure hypothèse d'école) l'unité I (maîtrise de la langue courante/capacité à s'exprimer avec aisance, à communiquer et à argumenter, à se mouvoir dans la culture contemporaine) pour des élèves de STI mais qu'on exigera l'unité III (connaissance des grands mouvements culturels/histoire sociale de la littérature...) pour des élèves qui visent des études de sciences sociales, ou l'unité IV (connaissance des principes et grands courants de l'analyse littéraire/maîtrise des écrits dissertatifs...) pour des élèves qui visent un bac littéraire, ou l'unité V (pratique de l'écriture littéraire/ intertextualité/étude de la réception des oeuvres...) pour des élèves qui viseraient un bac centré sur culture et médias etc (ce ne sont que des exemples). Ces unités peuvent donc avoir un contenu très différencié, même si le passage par une ou plusieurs unités de ce type est rendu obligatoire pour tous les bacs. On concilie ainsi culture générale commune et différenciation en fonction des centres d'intérêt et des performances des élèves.

La validation progressive permet aux élèves de faire valoir des unités acquises s'ils se réorientent. A contrario de n'avoir pas à tout refaire s'ils échouent là où ils voulaient d'abord aller.

Une telle organisation n'est possible qu'en faisant le travail de découpage en unités différenciées pour toutes les disciplines présentes dans la culture commune. On peut avoir des

unités scientifiques de culture générale avec des niveaux distincts d'approfondissement de la simple vulgarisation scientifique à des connaissances plus approfondies.

Pour ces unités, le terme de niveau ne va sans doute pas ; l'idée est d'offrir des unités diversifiées mais qui évitent aussi qu'un élève qui est en échec profond en LV ou en français, soit condamné à subir des programmes qui passent dix lieues au-dessus de sa tête et qu'il puisse capitaliser ce qu'il a effectivement validé. Je pense qu'un tel dispositif éviterait le découragement et le décrochage qui sont les plaies de notre système. Il permet aussi à un élève, quand il a acquis l'unité requise par le bac (en seconde, première ou terminale) qu'il veut passer, d'arrêter une discipline et de se consacrer aux autres, voire de différer son acquisition.

2-à améliorer le lien entre les bacs et les premières années universitaires. Les universités peuvent aussi exiger (ou simplement conseiller ?) que telle unité soit acquise pour entreprendre tel type d'études; ce serait une bonne approche de l'orientation en fin de terminale. L'élève qui veut se ménager des ouvertures sait qu'il doit satisfaire à certaines exigences ; c'est aussi une façon d'éviter des orientations universitaires qui ne laissent pratiquement aucune chance à ceux qui les formulent.

Bien sûr, cela suppose de présenter les unités de façon généreuse dans une carte cohérente ; on peut exiger des règles ; mais si les unités comptent fortement pour les poursuites d'études, je vois mal le système se livrer à un malthusianisme effréné.

Se pose aussi le problème de la validation : je pense qu'il faut tenir fermement pour l'anonymat des épreuves ; voire utiliser des banques d'exercices nationaux...même si l'on ne met pas en branle la grosse machinerie du bac.

Il est vrai qu'un tel dispositif bouscule la structure classe pour cette partie de la formation mais c'est déjà souvent le cas dans toutes les options de seconde, de première ou les spécialités de terminale. Il faut réfléchir à ce que la structure classe apporte ou n'apporte pas à la dynamique des groupes d'élèves.

Ce dispositif implique que la partie culture générale ne puisse être compensée par la partie dominante et que les élèves connaissent à l'avance les unités requises pour tel bac et pour tel type d'études universitaires. Il permet aussi de faire valider des unités en LP en cas de réorientation. Ce serait un premier pas vers un décloisonnement, à mon avis souhaitable, entre les LEGT et les LP ; cela permettrait peut-être d'envisager avec une autre perspective le cursus BEP, bac professionnel qui est en train de se dessiner avec le bacpro 3 ans.

3-à moderniser les dominantes en créant de nouveaux enseignements dans certains domaines : j'en ai cité quelques uns ; dans mes propositions pour les séries littéraires j'en ai cité d'autres (littérature et civilisation ; culture contemporaine et création artistique ; communication et langages ; sciences humaines). La validation est en épreuves terminales anonymes. Le poids de la dominante pluridisciplinaire se discute mais l'important c'est bien d'avoir deux parties séparées qui évitent de tricher sur le niveau bac. La dominante fixe des regroupements stables.

Tout cela mériterait d'être approfondi mais je crois qu'une telle démarche permettrait de répondre à la "feuille de route" que le SNES a signée (décloisonnement, parcours ajustables, possibilités de passerelles...) tout en respectant nos convictions profondes. Nous pouvons alors mettre le ministère en difficulté et faire valoir la nécessité de conserver les postes.

Un tel dispositif permettrait également de revoir le système du redoublement total et de faciliter les réorientations. Tout effort serait alors validé et valorisé.

S'il est bien organisé, on peut y gagner une souplesse plus grande dans l'orientation, plus conforme aux jeunes d'aujourd'hui, on peut éviter bien des décrochages, on revalorise la notion de culture générale et on obtient une plus grande diversification des formations.

Il me semble qu'on ne peut aller à la négociation sans y avoir réfléchi

D.PAGET